

**RAPPORT N° 2024/6-18  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET**

**CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR A LA GARE ROUTIERE DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE- DECLARATION SANS SUITE DE LA CONSULTATION.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

La CINOR a construit dans le cadre du pôle d'échanges de Sainte-Marie, un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar. Le kiosque prévu à cet effet est localisé à proximité immédiate de la gare routière de Sainte-Marie. Ce local avait été mis en exploitation dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire qui a été résiliée à la demande de son titulaire le 31 décembre 2020.

Suite à la rénovation de ce local, une consultation sous forme de procédure simplifiée a été initiée le 29 avril 2024 dans l'optique de la mise en place d'une activité de snack-bar sous forme de concession de service valant autorisation d'occupation temporaire d'une durée de 5 ans, conformément d'une part à l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017, modifiant les articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) et obligeant à la mise en concurrence, et d'autre part à l'article 10.1 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession.

Les prestations attendues avaient pour objectifs communs de proposer une diversité de sandwiches, plats et boissons de qualités et variés en utilisant notamment les produits « pays », d'offrir un accueil de qualité au travers notamment d'un choix de mobilier approprié, confortable, de qualité, et une étendue des plages horaires d'ouverture adaptée aux horaires de la gare routière de Sainte- Marie.

A l'issue de cette consultation, une seule candidature, celle de l'entreprise individuelle « Régali 'toi » représentée par Madame Gaelle LAMEYER a été réceptionnée.

Compte tenu du fait que les caractéristiques principales et prestations attendues du marché ont été redéfinies afin de s'inscrire dans le cadre d'une offre complémentaire aux autres restaurateurs ambulants de la nouvelle place Food-court de la ville de Sainte-Marie, il est proposé de déclarer sans suite la consultation pour motif de redéfinition des besoins.

Une nouvelle consultation sera initiée prochainement.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Autoriser le Président à déclarer sans suite, pour les motifs exposés ci-dessus, la consultation relative à l'attribution d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar à la gare routière de la Commune de Sainte-Marie et à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-18-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**DECISION N°2024/6-18  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET**

**CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR A LA GARE ROUTIERE DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE- DECLARATION SANS SUITE DE LA CONSULTATION.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-18 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-18-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE**

D'autoriser le Président à déclarer sans suite pour motif d'intérêt général en raison de l'insuffisance de la concurrence, la consultation relative à l'attribution d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar à la gare routière de la Commune de Sainte-Marie et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 14  
Suffrages exprimés : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde **29 DEC 2024**

